



European
University
Institute

Robert Schuman Centre for Advanced Studies

L'IMMIGRATION DES CHRÉTIENS DE SYRIE

Salam Kawakibi

CARIM Notes d'analyse et de synthèse 2008/02

module politique et social

**Projet de coopération sur les questions liées
à l'intégration sociale des immigrants, à la migration
et à la circulation des personnes**

Co-financé par l'Institut universitaire européen et
l'Union européenne (Programme AENEAS)



CARIM
Consortium euro-méditerranéen pour
la recherche appliquée sur les migrations internationales

Notes d'analyse et de synthèse – module politique et social
CARIM-AS 2008/02

Salam Kawakibi

L'immigration des Chrétiens de Syrie

© 2008, Institut universitaire européen
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

Ce texte ne peut être téléchargé et imprimé, en un seul exemplaire, que pour un usage strictement personnel et non collectif.

Toute autre reproduction, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées à : forinfo@eui.eu

Dans les citations et références, ce texte doit être mentionné comme suit :

[Prénom et nom de(s) auteurs(s)], [*titre*], série : “Rapports de recherche CARIM”, [n° de série], Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI): Institut universitaire européen, [année de publication].

Les opinions exprimées dans cette publication ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position de l'Union européenne

Institut universitaire européen
Badia Fiesolana
I – 50014 San Domenico di Fiesole (FI)
Italie

www.eui.eu/RSCAS/Publications/
www.carim.org/Publications/
<http://cadmus.eui.eu/dspace/index.jsp>

CARIM

Le Consortium Euro-Méditerranéen pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales (CARIM) a été créé en février 2004 et est financé par la Commission Européenne. Jusqu'en janvier 2007, il répondait au volet C – «*coopération sur les questions liées à l'intégration sociale des immigrés, à la migration et à la circulation des personnes*» – du programme MEDA, principal instrument financier de l'Union Européenne pour établir le partenariat Euro Méditerranéen. Depuis février 2007, le CARIM est financé par le programme AENEAS d'assistance technique et financière en faveur de pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile. Ce dernier établit un lien entre les objectifs externes de la politique migratoire de l'Union Européenne et sa politique de développement. AENEAS a pour objet de mettre à la disposition des pays tiers une assistance appropriée pour leur permettre d'assurer, à divers niveaux, une meilleure gestion des flux migratoires.

Dans ce cadre, le CARIM a pour objectif, dans une perspective académique, l'observation, l'analyse et la prévision des migrations dans la région d'Afrique du Nord et de la Méditerranée Orientale (signifiée par « la région » dans le texte ci-dessous)

CARIM est composé d'une cellule de coordination établie au Robert Schuman Centre for Advanced Studies (RSCAS) de l'Institut Universitaire Européen (IUE, Florence) et d'un réseau de correspondants scientifiques établis dans les 12 pays d'observation: Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie et, depuis février 2007, la Libye et la Mauritanie. Tous sont étudiés aussi bien comme pays d'origine, de transit que d'immigration. Des experts externes provenant des pays de l'UE et des pays de la région contribuent également à ses activités.

Le CARIM conduit les activités suivantes :

- Base de données sur les migrations méditerranéennes ;
- Recherches et publications ;
- Réunions entre académiques ;
- Réunions entre expert et décideurs politiques ;
- Système de veille en matière migratoire.

Les activités du CARIM couvrent trois dimensions majeures des migrations internationales dans la région : économique et démographique, juridique et sociopolitique.

Les résultats des activités ci-dessus sont mis à la disposition du public par le site web du projet : www.carim.org.

Pour plus d'information

Euro-Mediterranean Consortium for Applied Research on International Migration
Robert Schuman Centre for Advanced Studies
European University Institute (EUI)
Villa Malafasca
Via Boccaccio, 151
50133 Firenze (FI)
Italy
Tel: +39 055 46 85 878
Fax: + 39 055 46 85 755
Email: carim@eui.eu

Robert Schuman Centre for Advanced Studies

www.eui.eu/RSCAS/

« *Le meilleur pays du Proche Orient pour
vivre en tant que chrétien c'est la Syrie* »¹

« Le Président a partagé avec ses concitoyens chrétiens leur célébration de l'anniversaire de la naissance de Jésus, l'émissaire de la paix et de la fraternité. Il a échangé avec eux les vœux dans le patriarcat Orthodoxe qui se trouve sur la même route empruntée par Saint Paul dans la vieille ville de Damas »². Le grand Mufti de la République, Ahmad Hassoun, présent à cette occasion, avait pris la parole pour évoquer l'importance de cette cérémonie pour les chrétiens comme pour les musulmans. Il a ainsi précisé que la Syrie « donne un exemple parfait pour le monde en matière de cohabitation et d'harmonie entre ses concitoyens de toutes les religions »³. Il a souligné le rôle que joue les chrétiens dans la région et l'importance de leurs actions pour « défendre les lieux sacrés et soutenir leurs frères musulmans »⁴. Pour Hassoun, la religion a comme objectif « la promotion de la paix et le rejet de l'extrémisme »⁵. Le Président de la République a félicité les chrétiens en soulignant que « l'arabité n'est pas une race mais une appartenance civique au christianisme, à l'islam et au judaïsme. Elle est ainsi, une appartenance à toutes les ethnies dans cette région et à l'histoire de cette région (...) »⁶.

Le grand Mufti de la République ne laisse pas passer une occasion pour réaffirmer son attachement à la communauté chrétienne et à l'harmonie de la vie religieuse en Syrie. Dernière en date, il a assisté à la messe de Noël à l'église syriaque orthodoxe d'Alep. Sa présence était très émouvante pour l'ensemble du public. Il a pris la parole devant l'hôtel de l'église pour évoquer de Jésus et l'importance de la célébration. Un geste symbolique qui a marqué profondément les esprits.

Le Président Bachar Assad a nommé fin 2006 l'écrivain Colette Khoury comme conseillère littéraire. Dans sa première déclaration à l'agence de presse italienne (AKI), elle a considéré cette nomination comme un geste qui redonne aux chrétiens la confiance et qui réduit leur sentiment d'être marginalisé.

De leur côté, les chrétiens de Syrie montrent souvent leur attachement à leur pays, à leurs concitoyens musulmans et à leurs dirigeants politiques. Les démonstrations sont nombreuses et elles varient d'une simple participation aux fêtes religieuses musulmanes à l'implication ferme dans les prises de positions politiques de leur gouvernement. Suite à l'affaire des caricatures danoises, les réactions des chrétiens étaient virulentes. Dans la province chrétienne de la région de Homs, des pancartes géantes portaient l'inscription : « tous les chrétiens de la vallée des *Nasara* (le nom arabe qui désigne les chrétiens) dénoncent le mal fait au prophète Mohammad par la presse occidentale ».

Dans le même registre et à la suite des pressions occidentales sur le gouvernement syrien après l'assassinat du premier Ministre libanais Rafic Hariri le 14 février 2005 et l'embrasement de la situation en Irak, presque tous les commerçants du quartier chrétien *Bab Touma* au centre historique de Damas ont accroché les portraits du Président avec le slogan : « Nous sommes tous avec toi Bachar ».

Dans une église à Damas, une dame affirme : « nous sommes des Syriens tout d'abord. Mes liens avec ma voisine musulmane sont imperturbables ». Un Monsieur à côté enchaîne en disant : « la Syrie avec toutes ses composantes religieuses est unifiée aujourd'hui comme jamais elle ne l'était auparavant contre les Etats-Unis et Israël ».

1 L'écrivain américain Glan Chancy, in www.all4syria.org 1/11/2006.

2 SANA, 25 décembre 2006.

3 Idem.

4 Idem.

5 Idem.

6 Idem.

Une image presque utopique de la cohabitation entre les communautés mais cela n'empêche toujours pas les chrétiens d'être tentés par le départ vers l'ailleurs.

Dans cette recherche, il est question d'exposer l'état des lieux en essayant d'analyser les raisons d'un tel départ, si départ existe, avant de conclure avec quelques modestes recommandations.

Migration chrétienne dans l'histoire :

Pour essayer de remonter la chaîne de l'immigration chrétienne de l'Orient arabe, il est important de commencer avec le déclin de l'empire ottoman dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle.

En 1860, la montagne libanaise et la ville de Damas ont connu des affrontements sanglants entre les chrétiens et les musulmans. Dans la montagne libanaise c'était la guerre civile entre les maronites et les Druzes. Une guerre alimentée par les interventions des puissances occidentales, d'une part les Anglais qui soutenaient les Druzes et d'autre part les Français qui défendaient les Maronites.

A Damas, des massacres ont détérioré l'entente entre les musulmans sunnites et les chrétiens orthodoxes. L'intervention de l'émir Abdelkader avec ses hommes armés fut très importante pour sauvegarder la vie des chrétiens et ensuite pour aider certains à gagner la côte syrienne où ils pensaient être mieux protégés et avoir un accès à la mer pour ceux qui avaient choisi l'exil⁷. La paix fut rétablie à la suite de l'intervention des Européens avec la collaboration du pouvoir ottoman⁸.

Ces massacres, qui apparaissent comme l'événement le plus marquant dans l'histoire politique de la Syrie au dix-neuvième siècle, ont stimulé des réactions protestataires de la jeune classe intellectuelle, qui était influencée par les principes fondamentaux de la révolution française. Elle considérait que les maux de la société sont les conséquences directes de la politique ottomane⁹. Se joint à cela, l'intervention occidentale, une politique défailante de la part du pouvoir central ; et finalement une détérioration de la société qui commence à perdre ses repères culturels et humains pour se laisser aller à une escalade de violence et de haine entre ses composants.

Dans le registre des réactions, il est à noter la publication d'un journal édité quelque mois après le début des massacres par Butrus al-Bustânî à Beyrouth et intitulé Nafir Sûrîya (Le Clairon de la Syrie)¹⁰. Ce journal prenait la forme de lettres d'inspiration patriotique qui s'adressaient aux Syriens de toutes les communautés afin de « consolider les liens fraternels et de renforcer l'union nationale »¹¹. Ces événements ont eu un double effet sur les chrétiens de Syrie. D'un côté, ils les ont incités à ouvrir les yeux sur les problèmes qui entravent la cohabitation au sein de la société. De l'autre côté, ils ont représenté un vrai danger et ils ont poussé une partie importante de la population chrétienne à choisir l'exil. Leurs destinations étaient l'Égypte, l'Europe et les Amériques.

A cette même époque, les missionnaires ont contribué efficacement à la promotion d'un système éducatif moderne. Leur impact était inévitable dans la formation d'une classe sociale éclairée au sein de la bourgeoisie syrienne de toutes les confessions. Les intellectuels chrétiens ont contribué fortement à l'émergence du mouvement de la renaissance arabe. Cela était crucial pour atteindre l'indépendance de l'Empire Ottoman. En revanche, certains musulmans regardaient avec scepticisme cette ouverture culturelle et économique des chrétiens vers l'Occident, ainsi que le rôle joué par les missionnaires. Ils considéraient que les chrétiens n'étaient que des agents à la botte de l'Occident.

Un autre départ a été enregistré entre les années 1903 et 1930 lié essentiellement à la famine qui a ravagé la région et ensuite aux conditions économiques sous le Mandat français. Les chrétiens ont joué un rôle important dans le mouvement national sous le Mandat. Fares Khoury était l'un des politiciens

7 FAWAZ TARAZI (Leila), *An Occasion For War, Civil Conflict in Lebanon and Damascus in 1860*. (Une occasion pour la guerre, le conflit civil au Liban et à Damas en 1860), Californie, University of California Press, 1994, p. 97.

8 Ibid. p. 227.

9 Shams al-Din RIFÂ'Î, *Târîkh al-sihâfa al-sûrîya*, (L'histoire de la presse syrienne), 1ère tome, Le Caire, édition Dâr al-Ma'ârif, 1969, p.71.

10 De Tarazi (Philippe), *Târîkh al-sihâfa al-'arabîya*, (L'histoire de la presse arabe), première partie, Beyrouth, 1913, p.64.

11 Idem.

les plus actifs dans ce mouvement et il a présidé le conseil des Ministres après l'indépendance. Ainsi, la fondation des partis laïcs est due en grande partie à la contribution des élites chrétiennes dans l'élaboration de leurs programmes comme le parti national syrien, le parti communiste et le Ba'th. Cela n'a pas empêché un autre départ qui a été enregistré pour des centaines de chrétiens accompagnant l'évacuation de l'armée française de Syrie en 1946. La destination principale était le sud de la France.

L'union entre la Syrie et l'Egypte en 1958, a suscité quant à elle une petite tendance qui a envahi les rangs des chrétiens syriens pour des raisons liées à la politique socialiste prônée par le régime nassérien. Cette tendance ne leur était pas propre, mais elle a concerné aussi des hommes d'affaires musulmans.

Malgré la nature laïque du régime du parti Ba'th qui a pris le pouvoir en 1963, son renforcement des mesures socialistes a poussé une migration aussi général dans les rangs de la classe bourgeoise mais cela était plus ressenti chez les chrétiens. Ainsi, la nationalisation des écoles des missions dans le milieu des années 1960 a été un incitateur de poids pour la migration des chrétiens. Entre 1978 et 1982, la Syrie a connu des affrontements sanglants entre les forces du pouvoir et les mouvances islamistes radicales. Une sonnette d'alarme a resurgi chez les chrétiens même s'ils n'étaient pas directement concernés.

Ce constat historique montre l'importance des éléments **politique et économique** qui été la conséquence d'une migration qui ne va pas cesser d'exister bien au contraire elle va s'accroître de plus en plus au fil des années.

L'islamisme montant comme incitateur de l'immigration :

Dans le contexte régional et international une question est posée en général par tous les Syriens et en particulier par les chrétiens : Y a t il « un vrai danger islamiste » qui menace l'harmonie dont la société syrienne se vent? Le pays se dirigera-t-il nécessairement vers un système islamique fondamentaliste ?

Le conservatisme syrien est bien ancré dans la tradition du pays comme de la région. Cependant, depuis la création de l'Etat moderne et la fondation d'un système sociopolitique inspiré de l'Occident avec ses diversités idéologiques, la Syrie a connu un mouvement de réforme séculaire et une école d'interprétation qui ont pu influencer une société très marquée par la religion. Depuis la fin du 19^{ème} siècle, des écrits audacieux ont traité la question religieuse sous trois angles : l'interprétation, la manipulation et la récupération. Ensuite, la scène politique a connu la création des partis laïcs et le développement d'une spiritualité « purifiée » indépendamment de la sphère politique. Les années 40 et 50 ont, quant à elles, aussi connu un développement social et culturel loin du champ religieux, sans pour autant le prendre pour une cible.

Cette évolution a permis d'établir une plateforme nationale, qui a rassemblé des laïcs comme des conservateurs tout en étant d'accord sur le principe du partage et de l'acceptation de l'autre tel qu'il est. Puis, dans les années 60 et 70 les idéologies progressistes et libérales avaient bien marqué la société en dépit de la nature autoritaire du système politique. Le développement, presque sans tabous religieux, de la production artistique et littéraire de toute sorte durant cette période n'est donc pas étrange à cela. Durant toutes ces années, l'islam politique en Syrie était incarné par les Frères Musulmans qui siégeaient dans les années 50 au parlement démocratiquement élu, phénomène rare, dans l'histoire de la Syrie contemporaine.

Des affrontements violents ont mis fin à cette « cohabitation » sur la scène politique syrienne. Entre le début des années 60 jusqu'à la fin des années 70, cette mouvance politique est devenue l'ennemi juré du pouvoir du parti Ba'th. Depuis, le pouvoir s'est orienté vers la création d'un Islam officiel. Il s'agit en partie d'encourager les gens à aller à la mosquée et à ne pas s'intéresser à la politique. Cette

même période a connu la création de plus que 20 instituts pour enseigner les sciences religieuses. Ces instituts rassemblent plus que 30 000 étudiants¹².

Un net regain de la pratique démonstrative de la foi s'observe. Le nombre de femmes portant le voile a crû de manière exponentielle ces dernières années, les livres de nature religieuse ont un gros succès, et les cercles d'études religieuses se multiplient. Il y a aussi une montée « violente » de l'expression religieuse dans les pratiques sociales et culturelles. Cela engendre une vraie **anxiété chez les chrétiens** syriens de voir cette vague submerger leur espace, longtemps, protégé par un laïcisme imposé et par un pouvoir central fort.

De toute évidence, le régime, en quête de légitimité, laisse faire, lâche du lest par rapport à la religion majoritaire. Le danger serait que les autorités perdent le contrôle du phénomène qu'elles tentent de canaliser. Les prêches sont surveillés, mais de petites mosquées échappent à ces contrôles. Et certains cours d'islam pour femmes, tournent au lavage de cerveau surtout pour les inciter à porter le voile. Dans un café à Alep, on a distribué un tract adressé aux chrétiens disant : « **Deviens musulman, tu auras la paix** ». De plus en plus, des restaurants affichent à leur entrée : « nous ne proposons pas des boissons alcoolisées ». A l'occasion de ramadan 2004, un juge a condamné un syrien pour avoir fumé devant son magasin pendant le jeûne. C'est une première car la tolérance régnait auparavant en ce qui concerne le non respect du jeûne dans les lieux publics.

Malgré l'adoption théorique des principes de la laïcité par le pouvoir, les manuels scolaires en matière religieuse contiennent une dose élevée de conservatisme. La tolérance est minime en ce qui concerne les autres « sectes » de l'Islam, en revanche, elle est fort présente pour les chrétiens.

Même du côté de l'opposition « laïque », la question religieuse est au cœur du débat. En essayant d'intégrer les références religieuses dans son discours initialement laïc, elle cherche à élargir son influence –si influence il y a- au sein de la société conservatrice. Dès lors, la Déclaration de Damas pour le changement démocratique¹³ initiée par des partis laïcs de l'opposition, n'échappe pas à cette règle, ce qui lui a valu l'approbation des Frères Musulmans et leur adhésion.

Le pouvoir a commencé à étaler son « rayonnement » religieux au-delà des frontières. En effet, les colloques, les réunions et les rencontres se multiplient autour des thèmes religieux. Les institutions scientifiques et culturelles ont dévié leurs centres d'intérêts vers les études religieuses ou dans les meilleurs des cas, elles ont toujours trouvé le lien nécessaire qui renvoie leur activité à des références religieuses.

La montée de l'islamisme inquiète le régime politique mais aussi les forces démocratiques et libérales dans la vie politique syrienne. Le régime craint de perdre le pouvoir alors que l'opposition craint de se débarrasser de ce qu'elle considère comme despotisme politique pour acquérir un autre despotisme politique redoublé d'un despotisme religieux. Le projet final de l'islam politique est théoriquement l'instauration de la gouvernance de la loi islamique. Malgré les messages des islamistes qui se répètent, cherchant à rassurer les craintes, la peur se renforce. Elle dépasse la sphère politique pour toucher un aspect supra politique : les chrétiens ont peur de perdre la marge de liberté religieuse et personnelle qu'ils considèrent avoir acquis grâce au régime. Une éventuelle imposition par les islamistes des nouvelles normes sociales et culturelles sur la vie quotidienne des chrétiens renforce cette méfiance.

Les Frères Musulmans ont publié la « *charte nationale pour l'action politique* », dans laquelle ils rejettent la violence et appellent à la protection des droits de l'homme. Ils évoquent l'Etat de droit moderne institutionnel ainsi que la séparation entre les pouvoirs. Le pluralisme est aussi mentionné au niveau politique, ethnique et religieux.

12 Il est très difficile d'avoir des chiffres exacts à cause des craintes des uns et des autres de s'exprimer et de faire une enquête.

13 Octobre 2005.

Un de leurs dirigeants¹⁴ exilé à Londres, rassure les chrétiens d'une éventuelle arrivée au pouvoir de son mouvement. Il considère que le régime profite de ce climat de crainte pour convaincre les chrétiens et les occidentaux de le maintenir en place et de protéger. Ce même dirigeant souligne que le pouvoir politique syrien utilise les islamistes comme un épouvantail. Le régime reste donc le refuge de toutes les minorités. « Le danger islamique risque de les ravager : l'enfer du régime reste donc mieux que le paradis de la démocratie »¹⁵.

Qu'en pense les concernés ?

« Je suis fier d'être syrien et arabe. En revanche, il m'est difficile d'encourager mon fils de continuer sur le même chemin (...). J'ai déjà refusé une offre juteuse pour aller travailler à l'étranger. Je me rends compte maintenant que j'ai commis une grosse erreur car par ma décision j'ai influencé l'avenir de mon fils. Pourquoi nous courrons derrière les visas ? Parce que nous ne pouvons plus accepter d'être considéré comme des étrangers dans notre pays ». Ce témoignage d'un père de famille chrétien explique un ressentiment qui se développe de plus en plus dans les rangs de la communauté.

Les dirigeants de l'Eglise que j'ai pu interrogé ont exprimé leur inquiétude par rapport au phénomène migratoire chrétien. Ils considèrent que le plus fâcheux étant, selon eux, que les chrétiens se sentent obligés de quitter la terre qui est le berceau de cette religion. De plus, cette migration prive la société de l'un de ses piliers et prive du même coup la religion chrétienne de sa profondeur culturelle.

Les positions officielles de l'Eglise doivent être analysée en prenant en considération les relations très cordiales qu'elle entretient avec les autorités politiques d'une part, et leur volonté ferme de ne pas créer un quelconque sujet de discorde d'autre part. Les autorités religieuses expriment une grande reconnaissance envers ce régime, pour son ouverture sur les minorités religieuses et l'instauration d'une « stabilité » qui rassure leurs ouailles dans une région perturbée. Pour comprendre cette attitude, on peut parler d'un « compromis » avec le pouvoir politique. Ces autorités religieuses, en ayant une position positive à son égard, « lui montre une soumission qui peut se transformer en partage d'intérêts »¹⁶.

En revanche, rare sont les personnalités chrétiennes qui se sont opposées au pouvoir politique, à l'exception de Michel Kilo¹⁷. La volonté est toujours de ménager les autorités dans les discussions politiques même avec les plus éclairés de cette communauté. Le soutien presque inconditionnel aux mesures politiques prises par le pouvoir semble recueillir l'unanimité au moins au niveau du discours annoncé. Cette attitude n'est pas propre aux religieux, elle est également partagée par une bonne partie de la société chrétienne qui s'effraye de ce qui arrive aux voisins chrétiens en Irak. Le régime représente pour une grande partie d'entre eux un dernier rempart face à l'islamisme radical. L'alternatif démocratique est souvent lié à une islamisation de la sphère politico-sociale.

L'évêque orthodoxe de Homs, Giorgios Abou Zakham¹⁸, souligne que l'immigration des chrétiens de certaines régions rurales vers les grandes villes est due principalement à l'absence de développement économique dans ces mêmes régions. Pour le nord-est de la Syrie, où des Syriques et des Assyriques ont toujours demeuré, il y a aussi une pression de la part de la minorité kurde qui d'après eux, essaye de les pousser à lui vendre ses terrains agricoles. De son côté, un ingénieur

14 Mounir al-Ghadban.

15 Mounir al-Ghadban : « Les chrétiens de Syrie : n'ayez pas peur de la démocratie sur votre destin dans la région », in www.levantnews.com, 26 novembre 2006.

16 Père Paolo Dall'Oglio, responsable du « Deir Mar Moussa el-Habashi » (monastère Saint Moïse l'Ethiopien) dans la région de Damas.

17 Ecrivain en prison depuis mai 2006.

18 Interrogé par l'auteur le 15 novembre 2006

originaire de cette même région avance une autre dimension en évoquant la création d'une « presque république islamiste ». Les chrétiens ne se sentent plus chez eux et ils sont poussés à partir « comme les juifs il y a quelques décennies »¹⁹.

L'évêque orthodoxe de cette région Matta Rohom²⁰, considère que les empreintes de la période ottomane subsistent toujours. Pour lui, les Occidentaux encouragent le départ des chrétiens même s'ils prétendent être laïcs. « Ce n'est pas par amour » mais l'Occident a, selon l'évêque, des projets et des plans pour servir ses intérêts en essayant de vider la région de ses chrétiens. L'évêque trouve que l'occident est responsable de la montée de l'intégrisme dans la région : « Les Français ont ramené Khomeiny en Iran et l'Arabie Saoudite qui adopte le Wahhabisme est soutenue par les Etats-Unis »²¹. Mais quelle est la responsabilité des Syriens dans toute cette panoplie géopolitique ? Notre évêque évoque timidement qu'il se peut que la pression exercée par des services de renseignement dans la vie quotidienne pousse certains à penser à immigrer : « ils se mêlent de la vie des citoyens dans les moindres détails »²². Pour conclure, Matta Roho demande à l'Occident de cesser d'ouvrir ses portes aux chrétiens d'Orient. De son côté, il parle de son engagement à construire des appartements et des écoles dans sa région pour maintenir ses habitants.

L'évêque catholiques d'Alep Jean-Clément Jambart, explique son rôle au sein de la communauté : « Nos fidèles constituent une minorité et ils se sentent laisser pour compte. Alors, ils se rassemblent autour de l'Eglise en cherchant une tutelle, un appui chez l'évêque. Si le pouvoir politique se démocratise et se transforme, peut-être que notre manière de fonctionner évoluera mais pour l'instant, ça n'est pas le cas. Aujourd'hui, mes fidèles aspirent à une autre qualité de vie. Je me trouve obligé de les assister. Parfois, je me mets devant le Seigneur et je me dis que je suis évêques et que je n'ai pas à perdre mon temps à m'occuper de l'administration, à lancer toute sorte de projets. Je voudrais fuir ces responsabilités. J'aurais même tendance à verser dans le spiritualisme mais j'entends le Seigneur me dire que non, que ma mission est la charité en aidant mes jeunes à affronter l'entrée de leur communauté dans le III^e millénaire. Je dois leur donner la possibilité de se marier, de trouver un emploi, de reseter au pays »²³.

Son objectif est de « leur permettre de ne pas avoir regretter leur décision de rester au pays ». Cela lui semble une grande tâche qu'il est prêt à affronter car les chrétiens avez été « sauvegardés des vicissitudes de l'histoire pendant deux mille ans. (...) Je sens que le Seigneur attend de nous quelque chose dans ce monde qui éclate. Nous sommes des missionnaires providentiels auprès de nos concitoyens dans ce pays tourmenté car nous partageons sa culture, son histoire, sa langue ... Il y a une obligation missionnaire : témoigner de Jésus-Christ. Je ne veux pas que sous mon mandat, ces missionnaires, mes fidèles, s'enfuient, décampent »²⁴.

Pour apporter des solutions concrètes au départ des jeunes « il y a un effort d'éducation, de sensibilisation, de formation au sein de l'église. Car le vrai bonheur, c'est surtout savoir se satisfaire de ce qu'on a »²⁵.

Dans le domaine de la formation, Monseigneur Jeanbart a mis en place l'école *Amal* (l'espoir), une des plus grande école privée de la ville ouverte aux élèves de toutes les religions mais qui ne propose de bourses qu'aux familles chrétiennes modestes. Il a lancé aussi un institut de formation aux métiers

19 Ingénieur chrétien qui a requis l'anonymat.

20 Interrogé par l'auteur le 25 décembre 2006.

21 Idem.

22 Idem.

23 Jean-Clément Jeanbart, Propos requis par François le Forestier de Quillien à Alep en novembre 2006.

24 Idem.

25 Idem.

du tourisme (*Saint Basil*) et une *Business administration school*. Les élèves de ces instituts sont censés trouver un travail à l'issue de leur formation et ne plus penser à partir le chercher ailleurs.

Dans le domaine du logement, l'Eglise fait construire des immeubles permettant aux jeunes couples de trouver un toit les premières années de leur mariage. Ainsi, des prêts à taux zéro donnent l'opportunité à ceux qui en ont le plus besoin de lancer une activité économique ou de trouver une solution de logement.

Antoine Odo²⁶, archevêque chaldéen, explique que les chrétiens d'Orient ont à reconsidérer leur mission dans des pays qui leur deviennent hostiles. Pourquoi continuer à envisager son existence dans un pays « qui n'offre plus guère aux jeunes que des incertitudes ? ». Répondant à cette question existentielle, Monseigneur Jeanbart parle d'une pastorale des sacrements qu'il a initié pour redonner à ses fidèles, qui sont pour la plupart pratiquants, la conscience, la foi de l'action de Dieu dans leur vie, dans leur histoire. C'est donc d'un nouvel élan d'évangélisation dont les chrétiens d'Orient ont besoin. Leurs pasteurs s'attellent aujourd'hui à cette exigeante mission.

Les jeunes cherchent un meilleur avenir et pour les persuader de rester il faut leur donner de l'espoir et des alternatives. « Il est important de contribuer à la construction de l'avenir économique de ce pays, pour ce faire, ils ont tous les mêmes droits et les mêmes devoirs devant les lois que les autres citoyens. Tout le peuple syrien cherche à vivre en harmonie et en paix à l'intérieur de ses frontières et avec ses voisins. Le rôle des hommes de l'Eglise est de participer au renforcement de la confiance des jeunes dans l'avenir de leur pays. C'est le service le plus important que l'Eglise puisse proposer à la société. (...) il faut renforcer leur attachement à la religion pour pouvoir les attacher plus à cette terre »²⁷.

Dans un débat qui a été organisé en mars 2006 sous le thème de l'immigration par les scouts catholique, les deux évêques Jeanbart et Odo étaient présents et un témoignage éloquent a été présenté par un cadre chrétien qui a vécu des années en France et qui a choisi de rentrer en Syrie. Dans une grande salle de l'église catholique d'Alep, des jeunes et des moins jeunes ont débattu pendant deux heures sur la situation des chrétiens, les crises et les perspectives. Le discours des évêques était à degré variable une tentative de rassembler les esprits sur la nécessité de rester au pays : « qui nous offre toute la citoyenneté et la prospérité ». Jeanbart a même utilisé un accent assez ferme pour dénoncer ceux et celles qui désirent chercher des solutions à leurs problèmes ailleurs. Odo était plus nuancé sur le sujet en essayant de reconnaître qu'il y a un vrai problème et qu'il faut le résoudre.

Les croyants voient la situation d'une manière plus réaliste. Ils évitent d'évoquer la spiritualité dans leurs témoignages et leurs réflexions. La crainte existe et le beaux discours ne font que l'adoucir. Quelques interventions dans la salle ont souligné un décalage entre le discours religieux « officiel » et la réalité ressentie par les jeunes concernés. Un des intervenants a même soulevé le débat sur le nombre réel des chrétiens qui restent en Syrie. Il a souligné l'existence d'une étude sur ce sujet qui a été réalisée par des jeunes chrétiens et qui n'a jamais été exploitée. Le chiffre qui a été avancé était alarmant pour la salle : il ne reste en Syrie que 7% de la population de confession chrétienne. Leur nombre s'élevait à plus que 15 % au début des années 1970.

En répliquant à cette intervention, les deux évêques ont essayé de la relativiser en disant tantôt qu'ils n'ont pas eu connaissance de cet effort des jeunes et tantôt que ces chiffres sont loin de la réalité car il n'y a pas de vrais recensements au sein de la communauté. A la sortie de cette réunion, je me suis approché du jeune qui a évoqué l'étude en lui demandant de me la communiquer pour des raisons scientifiques, il m'a répondu : elle est la propriété de l'Eglise et il me faudra l'accord du même Monseigneur Jeanbart pour l'avoir. L'étude, si elle existe, reste donc dans les tiroirs de l'archevêché.

26 Antoine Odo, Propos recueillis à Alep par François le Forestier de Quillien.

27 Jean-Clément Jeanbart, op. Cit.

Le chiffre est revu à la baisse par plusieurs religieux qui ont requis l'anonymat : « nous ne sommes pas plus de 3 % de la population syrienne » disent les uns, pour les autres « nous sommes encore en dessus de la barre de 5 % ». Il est cependant presque impossible de trouver des statistiques bien tenues par les autorités de l'église ni par celles de l'Etat. Il n'y a aucune volonté de part et d'autre de souligner cette hémorragie humaine. En revanche, il est fort possible de pouvoir faire une estimation en utilisant les registres des églises syriennes dans les pays de l'immigration. Cela n'a encore jamais été réalisé.

L'évêque catholique de la région de Homs, Asidor Battikha, prône quant à lui un langage moins nuancé : « la Syrie était chrétienne et les musulmans viennent de loin ». Cette terre est très importante d'après lui pour la mémoire des chrétiens du monde entier. Il s'inquiète de ce qu'il entend des jeunes chrétiens quand ils considèrent que « cette terre n'est pas pour nous, nous ne sentons pas que nous avons un avenir ici ». Malgré ses bonnes relations avec les autorités politiques, il constate que même avec les efforts de l'Etat, il n'y a pas une vraie égalité entre les chrétiens et les musulmans : « le musulman ne peut pas se convertir au christianisme ». L'Occident « propose la liberté, l'égalité et la laïcité à nos jeunes. Trois piliers de la vie moderne dont nos jeunes sont demandeurs ».

En plus des désires, les chrétiens ont peur, et ils ne sont pas les seuls à l'avoir, c'est l'islam radical qui ravage les sociétés de plusieurs manières et surtout par la violence : « Nous ne sommes pas inquiétés par notre voisin d'à côté. Nous avons vécu avec lui en harmonie depuis des siècles. Nous avons peur de l'étranger qui vient de l'extérieur de notre communauté nationale »²⁸. Cet étranger peut être un « islamiste fondamentaliste », mais il peut être aussi un syrien endoctriné à l'étranger, ou il a subit un lavage de cerveau.

Il est important de regarder chez les voisins irakiens pour comprendre cette peur chez les chrétiens de Syrie. Ceux de l'Irak sont obligés de quitter leur pays car ils représentent une cible pour les attaques des islamistes radicaux. Ils arrivent en Syrie chargés d'anecdotes terribles sur comment les islamistes ont détruit leurs maisons, tués leurs enfants, interdit leurs prières, humiliés leurs notables et faite exploser leurs églises. Des actes horribles au nom du « Dieu miséricorde » contre les innocents en Irak. « C'est honteux pour le monde musulman quand les terroristes en Irak commettent ces actes au nom de l'Islam. Quelle sera la réaction des musulmans arabes si Israël avait commis de tels actes contre les musulmans en Palestine ? Que se passera t-il si les juifs israéliens humilient des dignitaires musulmans ? Nous connaissons tous les réponses à ces questions »²⁹.

Un sentiment qui se renforce dans les rangs des chrétiens les poussent à croire que l'islam, sous sa forme politique, cherchera à rayer toute présence autre que la sienne et cela amènera à les enclaver, voire à partir vers l'étranger.

Dans la conférence des archevêques catholiques en Orient³⁰, la question de l'immigration a été à l'ordre du jour : De 53 villages chrétiens dans la région de Naplouse en Palestine, il ne reste rien, le nombre des chrétiens de Jérusalem s'est réduit de 50 milles en 1945 à moins de 5 milles en 2005. Il y a aussi une immigration arménienne qui a entraîné à la fermeture de plusieurs de leurs églises. Le nombre d'Arméniens catholiques au Liban, Syrie, Irak, Turquie, Jordanie et Palestine ne représente que 17 % de leur nombre dans les pays d'immigration. L'immigration des Coptes d'Egypte a été soulignée aussi. Les intervenants ont souligné une **certaine stabilité dans le nombre des chrétiens en Syrie** et en Jordanie. La conférence renvoie aux raisons de ce départ : « l'autoritarisme des régimes qui pousse les gens à aller chercher la liberté et la stabilité politique ». Cette stabilité n'est que précaire et elle ne semble pas convaincre tous les observateurs.

28 Commerçant chrétien de la ville d'Alep qui a requis l'anonymat.

29 Industriel chrétien de la ville de Damas qui a requis l'anonymat.

30 Qui a eu lieu au couvent Bizmar à la montagne libanaise du 16 au 20 octobre 2006.

Un rapport³¹ a été présenté à cette occasion sur l'avenir des chrétiens dans la région. Il a mis l'accent sur les difficultés que les chrétiens affrontent dans tous les domaines. Il a appelé à l'harmonisation des efforts entrepris par les églises pour faire face à ce phénomène. L'Eglise ne peut, d'après ce rapport, qu'encourager les chrétiens à rester. C'est à l'Etat de réaliser des projets économiques afin de les maintenir. Ainsi, l'Etat doit les rassurer sur leurs droits et leur avenir.

Les églises ne donnent pas de chiffres pour ne pas encourager le phénomène et pour essayer de le minimiser. Les chiffres peuvent semer la peur chez ceux qui restent. Ainsi, les autorités religieuses considèrent qu'il faut éviter de développer le sentiment d'être une minorité réduite et faible chez les chrétiens, et celui de domination et de pouvoir suprême chez les musulmans.

Un élément contribue à faciliter les démarches pour l'immigration est celui de la présence d'une communauté syrienne chrétienne déjà établie dans les pays de destination. Cela constitue un noyau d'accueil pour la famille et les proches. L'organisation du voyage et les regroupements familiaux deviennent plus simples avec le soutien de ces réseaux.

Le Père Adib Khoury³² ne veut pas croire que les chrétiens immigrent à la recherche de la sécurité et la stabilité. Le besoin économique est pour lui la cause principale : « Je vous renvoie à la fin du 19^{ème} siècle où il y avait une immigration chrétienne massive, cela n'a pas empêché les immigrés à rester très liés à leurs pays d'origine et à défendre ses intérêts à l'étranger. Ils ont été les précurseurs de l'idéologie panarabe »³³. Il insiste sur le fait que le chrétien ne trouvera pas plus de liberté et de dignité ailleurs. Pour ce qui est des efforts de l'Eglise, père Khoury critique l'action non harmonisée et timide des autorités religieuses : « Chacun travaille à sa manière sans stratégie claire »³⁴. Les vrais chrétiens ne doivent pas aller dans des régions où la croyance fait défaut comme c'est le cas en Europe. Il considère que pour maintenir les chrétiens dans la région il faut réapprendre les valeurs chrétiennes.

Conclusion :

« La question n'est plus on reste ou on s'en va, mais comment partir et comment rester ? »³⁵

Le retour en force des occidentaux dans la région après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990 a remis de nouveau les minorités chrétiennes en difficulté. La guerre en Afghanistan, le 11 septembre 2001 et leurs retombées n'ont pas arrangé la situation. Les médias arabes, ont souvent fait la liaison entre ces interventions musclées dans la région et le retour de l'idéologie « envahissante » des nouveaux Croisés. Des voix s'élèvent dans les mosquées pour réclamer le départ des « Juifs et des chrétiens » de la région. L'amalgame est vite fait et les arabes chrétiens risquent de payer cher.

Face à l'obscurantisme, des mouvances laïques essayent de réagir mais sans marge de manœuvre à cause de l'intimidation des autorités politiques et celle de la société conservatrice.

Il ne semble pas – pour le moment - que l'on puisse parler d'une migration massive des chrétiens de Syrie. Ce que l'on peut observer dans ce domaine, ce sont les faits suivants :

Suite à la perte de contrôle de la situation **en Irak** et à l'exécution, parfois dans des conditions effroyables, de prêtres et de fidèles irakiens ; l'évolution également de la situation **au Liban** où les

31 Le quotidien al-Akhbar, (les Nouvelles), du 22 octobre 2006, Beyrouth.

32 Du monastère Saint Moïse l'Ethiopien dans la région de Damas.

33 Interrogé par l'auteur le 20 novembre 2006.

34 Idem.

35 Unsi al-Haj, le quotidien al-Akhbar du 26 octobre 2006, Beyrouth.

chrétiens sont préoccupés par leur avenir dans le pays, il se développe dans les communautés chrétiennes de Syrie un sentiment de **précarité**. L'avenir des chrétiens dans la région est perçu comme de plus en plus sombre, menacé, compté.

En Syrie même, certains chrétiens se disent inquiets des formes que prend la montée constante de la religiosité chez certains musulmans. Une partie d'entre eux est sous l'influence de la propagande officielle qui « voit des Frères Musulmans partout » et qui tente de faire croire, en exploitant de façon pas toujours adroite des faits peut-être réels, que les « fondamentalistes », les « wahhabites », les « salafistes » et les « takfiris », sont prêts à passer à l'attaque contre l'Etat et la société. Le seul salut résiderait donc dans le maintien du statu quo.

Une autre partie, qui voit bien où va la manipulation de la « menace islamiste », s'interroge sur la politique menée dans ce domaine. Le développement de la religiosité jusque dans les rangs du parti Ba'th et le recours désormais systématique aux religieux, faute de partis politiques dignes de ce nom, pour manifester l'unité nationale, est source de préoccupation pour les laïcs. Ceux-ci ont vu un mauvais signal dans le refus du pouvoir d'autoriser une nouvelle association qui se donnait pourtant pour objectif de « préserver la laïcité de l'Etat ».

D'autres se demandent si les chrétiens ne vont pas finir par être pris en otage ou faire office de tampon dans les affrontements inter-musulmans déjà en cours en Irak et désormais redoutés au Liban.

Les responsables religieux chrétiens sont conscients à la fois des dangers de la situation actuelle et des risques qu'elle comporte pour leurs communautés. Tous s'efforcent de convaincre leurs ouailles que la solution ne réside pas dans la fuite, en direction de pays qui ne sont d'ailleurs peut-être pas prêts à les accueillir et où les problèmes économiques et sociaux ne manquent pas. Mais ils manquent d'arguments convaincants : si la situation économique s'est beaucoup améliorée pour les 10 % de la population qui tirent profit des réformes économiques d'orientation libérale, elle s'aggrave de jour en jour pour les autres. L'accroissement des pressions extérieures effectuées sur la Syrie se traduit, à l'intérieur, par une diminution constante des libertés individuelles et collectives. Désormais, la « neutralité » de ceux qui refusent de choisir entre le pouvoir et l'opposition est considérée comme de l'« hostilité ». Enfin, certains pays - il est vrai de moins en moins nombreux - continuent d'accorder des facilités aux chrétiens d'Orient désireux de venir rejoindre leurs frères déjà réfugiés chez eux.

On trouve aujourd'hui de tout : des chrétiens qui jurent qu'ils ne quitteront jamais la région, berceau du christianisme, d'autres qui hésitent à sauter le pas ; d'autres qui sont déjà engagés dans une démarche de départ. Les uns et les autres usent, pour parvenir à des conclusions différentes, de raisons et de bonnes raisons politiques, économiques, sociales, religieuses, culturelles... identiques. Le « repli » des idéologies ainsi que l'affaiblissement des courants laïcs, l'avortement des expériences démocratiques, l'échec des tentatives de développement socio-économique, l'amplification des mouvements intégristes, forme un ensemble de facteurs qui incite les chrétiens de la région à l'immigration.

La solution, ici comme ailleurs, passe par l'instauration d'une démocratie qui permette aux individus de transcender leurs appartenances primaires (tribales, claniques, régionales, religieuses...) et de se mobiliser pour la mise en oeuvre de programmes politiques et économiques dans lesquels ces données n'ont plus de signification. La démocratisation de la vie publique en Syrie « n'est pas une exigence extérieure. C'est un désir profond ressenti à l'intérieur »³⁶.

Cette démocratie, peut-elle représenter un danger d'islamisation de l'espace public ? Le sociologue syrien Burhan Ghalioun³⁷ ne croit pas à un tel danger. Pour lui, rien ne laisse à penser que les

36 Père Paolo Dall'Oglio, responsable du « Deir Mar Moussa al-Habashi » (monastère Saint Moïse l'Ethiopien) au nord de Damas.

37 Professeur de sociologie politique à l'Université Paris 3.

mouvements islamistes intégristes vont dominer les systèmes politiques si ceux-ci deviennent démocratiques.

Ici et là en Syrie, on commence à rencontrer certains de ces jeunes que tout pousse à partir et qui pourtant, sans trop pouvoir dire pourquoi, décident de rester. Ils sont animés par une flamme qui révèle en eux, une forte présence du Seigneur. Engagés dans les nombreux mouvements de jeunes des différentes Eglises, ils résistent joyeusement à un avenir sombre qui apparaît pourtant inéluctable »³⁸. Faut-il partager la dimension spirituelle dans l'explication d'une certaine résistance au départ ? La réponse à cette question ne peut être facile dans un paysage opaque qui mélange le spirituel, le besoin économique et le désir de liberté.

Finalement, l'évêque Isodor Battikha insiste : « nous percevons en tant que chrétiens, malgré la dureté ressentie de la vie ici, que nous allons être moins considérés à l'étranger. Notre patrie est ici et notre Jésus est d'ici ».

38 François le Forestier de Quillien, Volontaire à Alep pour l'Organisme catholique de coopération internationale.